

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 23 mars 2023

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROVIA ALSACE LORRAINE

Voie romaine
BP 80740
57140 Woippy

Références : RUSSANGE_EUROVIA_2023-03-23_RAPVI-IED_DNE_24674

Code AIOT : 0003012709

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 mars 2023 dans l'établissement Eurovia Alsace Lorraine implanté site de Micheville 57390 Russange. L'inspection a été annoncée le 27 janvier 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2.2.6 "Application de la directive IED" dans la mesure où les activités de l'établissement sont notamment classées au titre de la rubrique principale IED 3532 - valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux, non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...].

La visite a été réalisée par sondage et se focalise sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour lesquelles l'exploitant s'était engagé à leur effectivité, dans son dossier de réexamen IED complété et portant sur :

- la gestion des flux de déchets entrants (apport de déchets inertes pour la remise en état du site) et sortants (laitiers concassés-criblés) ;
- la pollution atmosphérique générée par l'activité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Eurovia Alsace Lorraine
- site de Micheville 57390 Russange
- code AIOT : 0003012709
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société Eurovia est actuellement autorisée, par l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-118 du 08/06/2018, à exploiter sur le site de Micheville sur le territoire des communes de Russange et

Aundun-le-Tiche, une installation de traitement de déchets non dangereux, non inertes (rubrique ICPE 2791) consistant au concassage-criblage de laitiers dont la quantité maximale traitée est de 1400 t/j. Le site est également encadré par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT - waste treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3532. Elles sont parues par décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au journal officiel de l'union européenne (JOUE) le 17 août 2018 et doivent être respectées dans un délai de 4 ans à compter de la publication au JOUE de la décision afférente, soit au 17 août 2022.

À noter que l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ne s'applique pas à ce site dans la mesure où l'activité (valorisation de laitiers) est exclue du champ d'application de cet arrêté ministériel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion de flux de déchets ;
- pollution atmosphérique ;
- surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - rubriques 2791 et 3532	arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 1.2.1 (partiel)	/	sans objet
2	Phasage d'exploitation	arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 9.1.1	/	sans objet
3	MTD- 2 - flux de déchets - procédure d'acceptation préalable	décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 2 (partiel)	/	sans objet
4	MTD 4 flux de déchets - séparation, tri, optimisation, capacité de stockage	décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 4 (partiel)	/	sans objet
5	MTD 14 - émissions atmosphériques diffuses	décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 14 (partiel)	/	sans objet
6	MTD 18 - bruit et vibrations	décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 18 (partiel)	/	sans objet
7	MTD 11 - surveillance consommation eau	décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 11 (partiel)	/	sans objet
8	Eau : surveillance eaux souterraines	arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 10.2.1 (partiel)	/	sans objet
9	Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection	arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 2.7.1 (partiel)	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, l'inspection ne propose pas de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative -rubriques 2791 et 3532

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 1.2.1 (partiel)
Thème(s) : situation administrative, rubriques activées
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : 2791-1 Installation de traitement de déchets non dangereux. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes/jour (seuil autorisation) Concassage-criblage de laitiers, la quantité maximale traitée étant de 1400 tonnes/jour. 3532 Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux, non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes [...] - traitement du laitier et des cendres Valorisation de laitiers par concassage-criblage, la quantité maximale traitée étant de 1400 tonnes/jour.
Constats : Au vu des éléments présentés par l'exploitant et de l'activité constatée par l'inspection le jour de la visite, le tonnage journalier des activités et le type d'activités exercés sur le site n'ont pas évolué. La situation administrative du site n'appelle pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 9.1.1
Thème(s) : situation administrative, phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitation du laitier se fait en sept phases successives conformément au plan joint en annexe 2. Le nivellement des terrains par apport de déchets inertes est coordonné à l'avancement de l'extraction.
Constats : L'exploitant a présenté l'état d'avancement de l'exploitation des laitiers et de la remise en état du site. L'inspection a constaté le jour de la visite que la zone en cours d'exploitation correspond à la tranche 7 du phasage prévisionnel et la remise en état du site est effectivement coordonnée à cette exploitation. Ce point de contrôle n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : MTD- 2 - Flux de déchets - procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 2 (partiel)		
Thème(s) : actions nationales 2023, IED BREF WT - MTD 2		
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet		
Prescription contrôlée : MTD2 : L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes [...] : <u>a. Caractérisation et acceptation préalable des déchets</u> [...] Il s'agit notamment de procédures visant à collecter des informations sur les déchets entrants permettant de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, avant l'arrivée des déchets au sein de l'unité de traitement et quand elles sont prévues par la réglementation applicable à l'installation, de procédures d'échantillonnage et de caractérisation des déchets destinées à obtenir une connaissance suffisante de la composition des déchets. <u>b. Procédures d'acceptation des déchets</u> [...] Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de l'arrivée des déchets à l'unité ainsi que les critères d'acceptation et de refus des déchets. Elles portent aussi sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets quand ces procédures sont prévues par la réglementation applicable à l'installation. [...] <u>e. Séparation des déchets</u> Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. [...] <u>f. Compatibilité des déchets avant de les mélanger</u> Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets. <u>g. Tri des déchets solides entrants</u> Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. [...]		
Article 9.2.2 Déchets autorisés, arrêté préfectoral du 08 juin 2018		
Les seuls déchets autorisés à être stockés sont les déchets inertes suivants :		
CODE DÉCHET (1)	DESCRIPTION (1)	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement.		
Article 9.2.3 Procédure d'acceptation préalable de l'arrêté préfectoral du 08 juin 2018 :		
L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, conforme au synoptique présent en annexe 4, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets inertes destinés au remblayage du site. Seuls les déchets remplissant		

l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis.
[...]

Article 9.2.4 Document préalable à l'admission de l'arrêté préfectoral du 08 juin 2018 :

Avant la livraison ou moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons de déchets identiques, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets en tonnes.

[...]

Constats :

Vu les éléments présentés par l'exploitant le jour de la visite, l'inspection constate les éléments suivants :

- concernant les laitiers :

L'exploitation du laitier se fait conformément à la procédure d'analyse et de suivi prévue initialement par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation et notamment :

- après extraction, les laitiers sont stockés par lot de 2000 tonnes et caractérisés suivant le guide SETRA sur l'acceptabilité environnementale des matériaux alternatifs en technique routière pour un usage routier. Les résultats des analyses effectuées sont consignés sur un registre de suivi qui a été mis à disposition de l'inspection le jour de la visite ;
- l'exploitant assure le suivi et la traçabilité des matériaux au moyen, notamment pour chaque lot de matériaux, d'une fiche environnementale récapitulant ses caractéristiques.

L'exploitant a déclaré lors de la visite d'inspection que seul du laitier de type 3 (référentiel guide SETRA) a été extrait sur le site depuis le début de l'exploitation (homogénéité du gisement). Les différents lots de laitiers sont donc mélangés dans la mesure où ils disposent des mêmes caractéristiques.

- concernant les déchets inertes entrants pour la remise en état du site :

- l'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable conforme à l'article 9.2.3 susvisé et au synoptique prévu à l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- l'inspection a contrôlé par sondage un document préalable à l'admission établi par le producteur du déchet. Il comporte l'ensemble des informations prescrites par l'article 9.2.4 susvisé et porte uniquement sur des déchets autorisés par l'article 9.2.2 susvisé ;
- l'exploitant a déclaré que les déchets inertes entrants sont stockés au maximum 24 heures en vue d'assurer un contrôle visuel avant leur mise en remblai et ne subissent aucun mélange avec d'autres déchets. Ces déchets étant inertes, ils ne sont pas sensibles aux conditions climatiques ;
- aucun mélange de déchets de typologies différentes n'a été constaté par l'inspection le jour de la visite.

Au vu des éléments présentés par l'exploitant et des constats opérés par l'inspection, les points contrôlés de la MTD2 sont respectés.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 4 (partiel)
Thème(s) : actions nationales 2023, IED BREF WT - MTD 4
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant applique les techniques suivantes pour la gestion des flux de déchets :</p> <p><u>a. Optimisation des lieux de stockage</u> Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes : - lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc ... ; - lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.</p> <p><u>b. Capacité de stockage appropriée</u> Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment : - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement, - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée, - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé. [...]</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté : - l'absence de prescriptions quant à la capacité maximale de stockage de laitiers et quant à la durée maximale de stockage des laitiers sur site prescrite par l'arrêté préfectoral susvisé ; - la production annuelle de 300 000 tonnes prescrite par l'arrêté préfectoral est respectée au regard des éléments présentés lors de la visite ; - le stockage des laitiers et des déchets inertes est réalisé au plus près de la zone exploitée non remise en état.</p> <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant et des constats opérés par l'inspection, les points contrôlés de la MTD4 sont respectés.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 14 (partiel)
Thème(s) : actions nationales 2023, IED BREF WT - MTD 14
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions atmosphériques diffuses, « en particulier » de poussières, de composés organiques et d'odeurs, la MTD consiste à appliquer une combinaison appropriée des techniques suivantes : [Tableau non-reproduit dans son intégralité]</p> <p><u>a. Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses</u> Il s'agit notamment des techniques suivantes : - conception appropriée des tuyauteries (par exemple réduction de la longueur des conduites, du nombre de brides et de vannes, utilisation de raccords et de conduites soudées), - recours préférentiel au transfert par gravité plutôt qu'à des pompes, - limitation de la hauteur de chute des matières, - limitation de la vitesse de circulation, - utilisation de pare-vents.</p> <p><u>e. Humidification</u> Humidification des sources potentielles d'émissions diffuses de poussières (par exemple : stockage des déchets, zones de circulation et procédés de manutention à ciel ouvert) au moyen d'eau ou d'un brouillard.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté qu'un ensemble de mesures de maîtrise des émissions de poussières diffuses est déployé sur le site : - la vitesse est limitée à 20 km/h ; - les installations mobiles sont disposées à proximité de la zone en cours d'exploitation pour limiter les transferts ; - les installations de traitement sont disposées sur le carreau de la zone exploitée en contrebas des terrains naturels "en fond de fouille" ; - l'absence d'envol de poussières le jour de la visite.</p> <p>En outre, l'exploitant a déclaré les éléments suivants : - en tant que de besoin, les voies de circulation sont arrosées pour fixer les poussières ; - les installations de traitement disposent de systèmes de brumisation en tête des tapis convoyeurs et au niveau des trémies d'alimentation ; - les installations de traitement sont périodiquement nettoyées pour éviter les accumulations de poussières.</p> <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant et des constats opérés par l'inspection, les points contrôlés de la MTD14 sont respectés.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : MTD 18 - Bruit et vibrations

Référence réglementaire : décision d'exécution du 10/08/2018, article MTD 18 (partiel)
Thème(s) : actions nationales 2023, IED BREF WT - MTD 18
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire le bruit et les vibrations, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques indiquées ci-dessous. [Tableau non-reproduit]
Constats : Les mesures mises en place par l'exploitant et constatées le jour de la visite en vue de limiter le bruit et les vibrations sont notamment : - le maintien du mur existant côté route jusqu'à l'achèvement de l'exploitation ; - l'utilisation d'engins équipés de klaxon de recul type cri du lynx. L'exploitant a également déclaré : - les vibrations des installations mobiles de traitement sont limitées à la zone de travail ; - les équipements sont équipés de ressorts qui limitent les transmissions de vibrations au sol. Au vu des éléments présentés par l'exploitant et des constats opérés par l'inspection, les points contrôlés de la MTD18 sont respectés.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Prélèvement et consommation eau

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 4 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Aucun prélèvement dans une nappe phréatique ni aucune consommation en eau de réseau ne sont réalisés. [...]
Constats : L'exploitant déclare qu'aucun prélèvement dans la nappe phréatique ni aucune consommation en eau issue du réseau d'eau potable n'est réalisé sur le site. Le jour de la visite, l'inspection : - constate que l'eau potable disponible dans le module de chantier se fait par la distribution de boissons embouteillées ; - constate l'absence de robinets dans le module de chantier et de tout autre ouvrage de prélèvement d'eau sur la partie du site visité. Le point de contrôle n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Eau : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 10.2.1 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant propose au préfet, dans un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, un programme de surveillance des eaux souterraines [...] Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du préfet.
Constats : L'exploitant a transmis le 21 novembre 2018 sa proposition de programme de surveillance des eaux souterraines. L'inspection constate que la surveillance réalisée par l'exploitant depuis cette date est conforme au programme proposé.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 08/06/2018, article 2.7.1 (partiel)
Thème(s) : autre, production documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants : Articles / contrôles à effectuer / périodicité du contrôle Article 10.2.3. / niveaux sonores / 1 an maximum après la mise en service [...] Article 10.2.1. / programme de surveillance des eaux souterraines / 6 mois à compter de la parution du présent arrêté Article 10.3.2. / déclaration annuelle des émissions / annuelle (GEREP : site de télédéclaration) Article 10.3.3. / niveaux sonores / 1 mois maximum après la réception des résultats Article 10.4.1. / rapport annuel / tous les ans
Constats : L'inspection constate que l'ensemble des documents prescrits susvisés a été transmis par l'exploitant et effectivement télédéclaré pour ce qui concerne notamment la déclaration GEREP 2021 et 2022.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet